

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Bibliographie

Journal de la société statistique de Paris, tome 40 (1899), p. 210-212

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1899__40__210_0

© Société de statistique de Paris, 1899, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

BIBLIOGRAPHIE.

La Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine (1895-1897).

Au lendemain de la guerre sino-japonaise et du traité de Simonosaki (17 avril 1895) et en présence du problème que ces deux actes posaient, l'utilité d'une étude plus approfondie du grand marché chinois, de ses ressources, de son avenir apparaissait nettement.

Déjà, en 1843, une mission commerciale française, dirigée par M. Lagrenée, avait donné des renseignements sérieux sur la Chine; mais les circonstances politiques nouvelles, la proximité de notre Indo-Chine et les conditions de son développement rendaient nécessaire une mission nouvelle.

Personne n'y était plus intéressé que la ville de Lyon, qui importe à elle seule plus de la moitié des soies grèges exportées de Chang-hai (36 862 balles sur 70 690 en 1897). Aussi la Chambre de commerce de Lyon se mit-elle à la tête du mouvement; elle obtint le concours des Chambres de commerce de Marseille, Bordeaux, Lille, Roubaix et Roanne.

La mission fut composée de deux spécialistes, l'un pour la soie et l'autre pour les soieries et teintures: MM. Antoine et Métral, sortis de l'École de commerce de Lyon et de la Martinière; de M. Duclos, ancien élève de l'École des mines de Saint-Étienne, qui représentait la métallurgie et les mines; de M. Sculfort, ancien élève de l'École de commerce de Lyon, délégué du commerce général de la région lyonnaise; de MM. Grosjean et Rabaud, qui devaient s'occuper aussi du commerce général; de MM. Vial et Waeles, chargés des intérêts des industries du Nord, en général, et de celles du lin, du chanvre, de la ramie et de la laine en particulier; et de M. Riault, chargé plus spécialement du coton et de l'industrie cotonnière.

Pour réussir, la mission devait être officielle, afin d'obtenir partout l'appui des mandarins. Le Ministre des affaires étrangères y adjoignit donc, en qualité de directeur, un ancien consul, M. Rocher, qui avait résidé trente ans en Chine.

La mission s'embarquait à Marseille le 15 septembre 1895, et ne revint qu'en septembre 1897.

Son programme avait été nettement tracé par M. Ulysse Pila, commissaire délégué par la Chambre de commerce de Lyon. Elle devait étudier les ressources économiques et commerciales des provinces chinoises avoisinant le Tonkin, et de la province de Setchouan, dans leurs rapports avec le commerce français et nos possessions de l'Indo-Chine, ainsi que les voies de pénétration de ces diverses régions. Elle devait, en particulier, s'installer à Tchoung-King, sur le Yang-tsé, capitale de la grande province de Sé-tchouan, célèbre par ses richesses séricicoles, et visiter les grands ports commerciaux de Hong-Kong et de Chang-hai.

A son retour, la mission lyonnaise a publié un gros volume de 1 000 pages grand in-8°, qui a paru en 1898 chez MM. Rey et C^{ie}, imprimeurs-éditeurs à Lyon. Cet ouvrage est orné de nombreuses gravures, la plupart établies d'après des photographies et des cartes très bien faites.

Le volume est divisé en deux parties: la première moitié contient la relation, très pittoresque et très instructive, des voyages des membres de la mission dans les diverses parties de la Chine méridionale et du Tonkin.

Je n'insisterai pas sur leurs excursions variées, car, généralement, la mission se divisa en plusieurs groupes, qui visitèrent des localités différentes; les uns allant jusqu'au Thibet, les autres explorant le sud-ouest de la Chine, ou séjournant dans les villes les plus importantes, dont ils décrivent les mœurs et les usages d'une façon très intéressante, sans oublier les renseignements historiques et archéologiques, ainsi que les indications statistiques et ethnographiques.

J'arrive maintenant à ce que j'appellerai la partie utilitaire et positive de ce grand travail, c'est-à-dire les différents mémoires commerciaux et scientifiques ou industriels qui forment la deuxième moitié du volume, et qui sont bien le but que désiraient atteindre les chambres de commerce initiatrices de la mission.

RAPPORT SUR LE TONKIN.

L'auteur donne un tableau d'ensemble du commerce au Tonkin et dans l'Annam. Ces pays exportent, en petite quantité jusqu'ici, des huiles végétales, du jaune d'œuf et de l'albumine, des peaux, des nattes en jonc, du riz, du charbon, du sucre, de la cannelle, des bois d'ébénisterie. Ce commerce est soumis à des droits d'exportation qui l'empêchent de se développer, et à la concurrence chinoise, qui a bien moins d'entraves.

Les importations se composent de vins, de farineux, de denrées coloniales de consommation, de fils et filés et de tissus, d'ouvrages en métaux et de machines, de pétrole.

Grâce aux droits de douane qui les favorisent, les importations françaises ont augmenté au détriment des importations étrangères; mais, par une conséquence naturelle, tous les objets de consommation se sont trouvés renchérir. Les indigènes, accablés par les contributions directes et indirectes, ont de la peine à vivre, ne peuvent ni économiser ni s'enrichir, et, par conséquent, ne peuvent guère consommer de produits européens, ceux-ci représentant toujours un certain luxe. Il en résulte que le commerce général n'augmente pas, et la prospérité non plus; les capitaux ne pouvant se former, la production est arrêtée et ne peut se développer, et les produits étant devenus trop chers, ne s'exportent que difficilement.

La mission indique les spécialités tonkinoises qui pourraient se développer sous un régime favorable : la soie, la culture du mûrier, la filature et le tissage de la soie, industries qui existent déjà, mais sur une petite échelle, comparativement à la Chine, puis les mines de houille, la culture du coton, du café, du thé.

Il résulte de cet examen sommaire que l'Indo-Chine française, avec moins d'entraves administratives et soi-disant protectrices, avec la liberté commerciale la plus développée possible, pourrait devenir extrêmement prospère.

Comme le dit très bien l'auteur du Rapport, l'intérêt que l'Indo-Chine peut offrir comme débouché pour la Métropole est lié à l'extension de ses productions et exportations. Il faut que le Gouvernement, par des créations de routes et de chemins de fer, par des travaux d'utilité publique, rende la vie moins chère et facilite ainsi la production et l'exportation.

On commence à peine, sous l'impulsion intelligente de M. Doumer, le nouveau gouverneur de l'Indo-Chine, à créer des chemins de fer dans notre colonie, et on a laissé construire, par les Anglais, les Américains et les Allemands, les chemins de fer chinois, qui vont sillonner le sud de la Chine, dans la partie qui devrait être soumise à notre influence, et qui, de cette façon, subira l'influence de nos rivaux. Nous aurons ainsi d'autant plus de peine à développer notre commerce dans ces régions qui, par leur proximité, auraient dû s'approvisionner chez nous de préférence, surtout si nous n'élevions pas le prix de nos produits par des taxes inintelligentes.

Dans une note très développée, l'auteur examine les voies de pénétration dans le sud de la Chine par le Tonkin (c'est-à-dire par le fleuve Rouge) et les compare avec les voies rivales : les voies anglaises de la Birmanie à l'ouest, et le groupe des voies chinoises au nord-est et au sud-est. Il trouve que la voie française a un avantage incontestable, à condition qu'elle soit finie et organisée assez rapidement pour n'avoir pas à lutter contre des faits acquis et contre des habitudes qui pourraient se former si nos concurrents nous devançaient.

L'auteur étudie ensuite les diverses provinces du sud de la Chine qui avoisinent nos possessions, savoir : le Yun-nan, le Kouang-si, le Kouï-Tchéou, le Sé-tchouan, et leurs grandes villes de commerce, telles que les ports de Hong-Kong, de Canton, de Pak-hoi, puis les grandes cités terrestres de Tchoung-King et de Han-Kéou, qui va devenir le point d'attache du chemin de fer franco-belge vers Pékin. — Il donne notamment des détails de statistique très intéressants sur le port de Hong-Kong, qui a été créé par l'industrie des Anglais sur un rocher désert que la Chine leur avait abandonné.

Ces provinces sont riches en produits naturels; on y trouve des mines de cuivre, de plomb, de charbon, de sel, puis des soies, des cotons, des corps gras, qui donnent déjà lieu à un commerce très important, et pourraient devenir une source de grande richesse pour la nation qui saurait les exploiter à son profit. Un rapport très détaillé sur l'exploitation des mines et la métallurgie chinoise, d'autres, très complets sur l'industrie de la

soie et du coton et sur les corps gras, complètent l'ouvrage et prennent une centaine de pages.

Puis vient une étude approfondie sur la circulation monétaire en Chine et sur les banques chinoises.

Enfin, la conclusion s'occupe de l'importance du port de Chang-haï, par rapport au commerce d'ensemble de la Chine, et puis de la part des divers pays dans le commerce général de la Chine. La prépondérance, comme toujours, appartient à l'Angleterre, puis vient la France, suivie de près par l'Allemagne, la dernière venue.

Tout en se félicitant de voir que la France est encore au second rang, la mission n'est pas rassurée sur l'avenir et elle constate, comme l'une des causes capitales de notre infériorité relative, le nombre infime des hommes exportés par la France. Voyez, notamment, l'Indo-Chine, où les colons français sont si rares. Mais aussi avouons que, si les Français n'aiment pas se fixer dans ces colonies lointaines, cela tient principalement à ce qu'il n'est pas facile d'y faire fortune. Et si quelques-uns y réussissent, malgré des difficultés inouïes, ils sont aussitôt en butte à la jalousie nationale, aux vexations des autorités françaises.

La première condition de notre développement colonial, c'est que nous facilitions l'enrichissement des Français qui vont s'établir dans nos colonies. Pourquoi les pays qui ont des mines d'or se développent-ils si rapidement ? C'est qu'on s'y enrichit presque sûrement, et très vite. Dans nos colonies, au contraire, les concessionnaires se ruinent fréquemment, et alors personne ne vient à leur aide. C'est ainsi que nous avons perdu les bouches du Niger, que nous possédions, et où les Anglais se sont établis sur les ruines de nos nationaux pour, ensuite, nous disputer l'accès du lac Tchad. Et la concession Verdier ! Ceux qui font fortune sont en si petit nombre que leur exemple ne réussit pas à créer un vrai mouvement d'expatriation.

Charles THIERRY-MIEG.